
Les grandes entreprises alimentaires et agro-industrielles propagent une escroquerie meurtrière

Les grands pollueurs prennent des engagements « zéro émission nette » pour satisfaire les acteurs financiers qui les alimentent en capitaux. Les solutions dites « fondées sur la nature » sont au cœur de ces engagements et constituent une nouvelle image de marque pour la compensation carbone des entreprises. Elles risquent d'entraîner un accaparement massif de terres agricoles.

Après avoir passé des années à ne rien faire pour atteindre les objectifs déjà compromis fixés par l'Accord de Paris de 2015, des dizaines de grands pollueurs prennent aujourd'hui des engagements « zéro émission nette », principalement pour répondre aux besoins de relations publiques des acteurs financiers qui les alimentent en capitaux. Ces engagements sont fondés sur des compensations, et non sur des réductions d'émissions. Et les compensations sont maintenant pour la plupart dissimulées sous la toute nouvelle image de marque utilisée pour le greenwashing des entreprises, les « solutions fondées sur la nature », qui risquent d'entraîner un accaparement massif de forêts et de terres agricoles, en particulier dans les pays du Sud. Les grandes entreprises alimentaires et agro-industrielles sont les principaux acteurs de cette escroquerie meurtrière.

Elles constituent aussi, sans aucun doute, le principal obstacle à une action significative contre la crise climatique. Ces acteurs tout-puissants ont passé les vingt dernières années à remettre en cause le consensus scientifique, à bloquer une législation efficace et à donner une image « verte » à leur propre responsabilité. Depuis la signature de l'Accord de Paris en 2015, qui s'est accompagnée d'un engagement volontaire pitoyable de limiter le réchauffement de la planète à 1,5 °C (un niveau déjà catastrophique), et sa promesse de solutions fondées sur le marché, seul un petit nombre d'entreprises ont fait le strict minimum pour déclarer publiquement leurs émissions, sans parler de prendre des mesures pour les réduire.

Les entreprises du secteur de l'agriculture et de l'alimentation figurent parmi celles qui affichent les moins bons résultats. Le dernier rapport du GIEC estime que le système alimentaire représente jusqu'à 37 % du total des émissions mondiales de GES. Cela n'a pas empêché ces entreprises de recevoir des milliards de dollars de la part de sociétés financières mondiales, y compris de celles qui se disent engagées dans l'investissement responsable.

Pas un jour ne passe sans l'annonce d'une initiative d'entreprise ou d'un engagement à atteindre l'objectif de « zéro émission nette » d'ici 2050. Ces initiatives et promesses « zéro net » reposent sur des compensations, qui sont désormais dissimulées derrière l'euphémisme des « solutions fondées sur la nature ». Bon nombre de ces entreprises font pression dans le même temps contre l'intervention des gouvernements dans le financement des entreprises polluantes, insistant sur le fait qu'elles sont les mieux placées pour décider de la répartition des investissements dans les solutions climatiques. Ce greenwashing des entreprises, si profondément basé sur les compensations, s'annonce encore pire que l'époque du déni climatique.

Le plan « net zéro » de Nestlé repose sur les compensations

BlackRock est l'actionnaire le plus important et le plus influent au monde, aussi bien dans les sociétés de combustibles fossiles que dans celles de l'agroalimentaire. Malgré sa collusion profonde avec les pires criminels climatiques du monde, BlackRock s'est reconverti en leader de l'action climatique et « attend désormais des entreprises qu'elles expliquent comment elles s'alignent sur un scénario dans lequel le réchauffement climatique est maintenu à un niveau bien inférieur à 2 °C, conformément à une aspiration mondiale visant à atteindre des émissions zéro nettes de gaz à effet de serre (GES) d'ici 2050 ». Les grandes entreprises utilisent désormais le terme de « solutions fondées sur la nature » pour désigner désormais collectivement les compensations prévues dans le cadre des engagements « zéro net ».

Parmi les entreprises dans lesquelles BlackRock est fortement investi figure Nestlé, la plus grande entreprise alimentaire au monde et l'un des pires émetteurs de GES en dehors du secteur de l'énergie. **BlackRock est le principal actionnaire de Nestlé** et, malgré l'énorme empreinte climatique de Nestlé, la société s'adapte facilement aux mesures que BlackRock « attend » des entreprises dans lesquelles elle investit. En décembre 2020, Nestlé a lancé sa « feuille de route zéro émissions nettes », s'engageant à réduire ses émissions de 50 % d'ici 2030 et à atteindre l'objectif « zéro net » d'ici 2050. La majorité de ces émissions ont lieu au niveau de l'approvisionnement en produits laitiers, en viande et en produits de base (café, huile de palme, sucre, soja, etc.). Les émissions annuelles de ces activités d'approvisionnement de Nestlé représentent environ le double des émissions totales de son pays d'origine, la Suisse.

Le plan climat de Nestlé ne comporte pas de réduction de ses ventes d'aliments à base de produits laitiers, de viande et d'autres produits agricoles à fort taux d'émission. Au contraire, **son plan climat est basé sur une croissance projetée de 68 % entre 2020 et 2030, tant pour son approvisionnement en produits laitiers et animaux que pour les produits de base.**

Dans le cadre de ce plan, Nestlé s'est notamment engagé à investir 1,2 milliard USD au cours des dix prochaines années dans des « pratiques agricoles régénératrices ». Pour mettre cela en perspective : Nestlé a versé un dividende d'environ 8 milliards USD à BlackRock et à ses autres actionnaires en 2020. Qu'il s'agisse de l'ajout d'additifs alimentaires, de la réduction du méthane produit par les animaux ou de l'introduction de pratiques d'agroforesterie et de gestion des sols dans les plantations agricoles, ces plans restent flous sur la manière dont les fournisseurs mettront en œuvre ces pratiques, sur ce qu'elles signifient exactement et sur qui paiera pour que cela soit possible.

En l'absence d'un quelconque plan sérieux de réduction de ses émissions, Nestlé mise sur les compensations pour sauver ses ambitions de zéro émission nette. « Nous voyons dans l'élimination des émissions de GES de l'atmosphère un énorme potentiel pour contrebalancer les émissions que nous ne pouvons réduire directement », affirme Nestlé dans sa Feuille de route.

Le précurseur des « solutions fondées sur la nature » d'aujourd'hui est le programme de réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts (REDD+) de l'ONU, qui a non seulement échoué à réduire la déforestation ou les émissions au cours des douze dernières années, mais a également durement touché les communautés locales, notamment en les privant d'accès à leurs terres agricoles et leurs forêts et en alimentant des conflits fonciers.

L'un des premiers promoteurs de REDD+ était une société suisse, South Pole Group, qui travaille maintenant pour Nestlé sur son plan de compensation. South Pole a dirigé l'immense projet REDD+ Kariba, couvrant 784 987 hectares dans le nord-ouest du Zimbabwe. Ce projet, qui était structuré de manière à faire transiter des fonds par plusieurs sociétés enregistrées dans des

paradis fiscaux, n'a apporté aucun avantage matériel aux communautés paysannes et, pire encore, les a empêchées d'accéder aux terres dont elles dépendent pour la production alimentaire, la chasse et la cueillette. Il a cependant réussi à fournir au géant français de l'énergie Total des compensations pour rendre ses livraisons de gaz naturel liquide vers la Chine « neutres en carbone ».

Nestlé, un acheteur de crédits de compensation carbone, a payé South Pole pour qu'il développe un modèle permettant de « calculer le potentiel d'atténuation des GES des terres agricoles ». Dans le même temps, South Pole conclut des contrats avec des vendeurs de crédits potentiels, comme le britannique Miro Forestry, qui a embauché South Pole pour certifier l'absorption de carbone de ses immenses plantations d'arbres en Afrique de l'Ouest et l'aider à vendre des crédits. South Pole, décrit comme « l'un des plus gros négociants en crédits de carbone », est payé pour faire les calculs pour les entreprises des deux côtés et ensuite, si tout va bien, en pour organiser les transactions.

Nestlé estime qu'il lui sera nécessaire de compenser 13 millions de tonnes d'équivalent CO2 par an d'ici 2030, un volume à peu près équivalent au total annuel des émissions de GES d'un pays comme le Salvador. Mais ce chiffre pourrait être encore plus élevé si ses projets d'« agriculture régénérative » ne se concrétisaient pas. Bien que Nestlé ne donne pas le détail ses plans de compensation, l'entreprise a déjà lancé des projets basés sur la plantation d'arbres dans les régions où elle s'approvisionne en ingrédients – comme la plantation de trois millions d'arbres en Malaisie, de trois millions d'arbres dans des zones d'approvisionnement clés en Amérique et une aire protégée en Côte d'Ivoire. Dans la mesure où l'entreprise affirme avoir l'intention d'éliminer les GES de l'atmosphère en « utilisant des solutions naturelles », les compensations annuelles qu'elle prévoit nécessiteraient d'exclure des zones ou de planter des arbres sur au moins 4,4 millions d'hectares de terres chaque année.

Si le nombre rapidement croissant de plans « zéro net » des entreprises est mis en œuvre, ne serait-ce que partiellement, cela se traduira par un accaparement massif de terres, de forêts et de territoires de peuples autochtones et de communautés rurales dans les pays du Sud. Comme l'explique La Via Campesina et une coalition d'ONG et de mouvements sociaux dans un récent rapport, les programmes zéro émission nette des entreprises qui fleurissent un peu partout montrent clairement qu'« *il n'y a pas de désir ou d'ambition de la part des grands et des riches du monde de réellement réduire les émissions. Le terme de « greenwashing » ne suffit guère pour décrire ces efforts visant à masquer la croissance continue des émissions fossiles : les termes d'« écocide » et de « génocide » rendent plus précisément compte des impacts auxquels le monde sera confronté.* »

La FOLU : les nouveaux habits de Yara et Unilever

La FOLU (Food and Land Use Coalition) est l'un des lobbies les plus sophistiqués et les plus secrets des entreprises du secteur de l'alimentation et de l'agro-industrie. Elle a été lancée par la société norvégienne d'engrais Yara et le géant anglo-néerlandais des aliments transformés Unilever, deux des pires pollueurs climatiques du secteur alimentaire et agricole. Avec le soutien du gouvernement norvégien, également l'un des pires pollueurs climatiques au monde, Yara a réuni une coalition des suspects habituels, à savoir des ONG financées par des entreprises et des associations patronales. Aujourd'hui, la FOLU, ainsi que les individus et les groupes qui la composent, sont omniprésents dans les forums internationaux traitant du climat et de l'alimentation.

Le programme de la FOLU est étroitement lié aux intérêts de ses deux sociétés fondatrices. Unilever, le plus grand acheteur d'huile de palme au monde, promeut depuis des années des programmes de certification, notamment la Table ronde sur l'huile de palme durable, afin de se doter d'une source « durable » pour un produit agricole fondamentalement non durable. Yara, en tant que premier

producteur mondial d'engrais azotés, un produit qui représente à lui seul une tonne sur 50 des émissions mondiales de GES produites par l'homme chaque année, a mené une campagne pour reconvertir ses engrais en sauveurs du climat. Yara affirme que ses engrais ont permis aux gens de produire plus de nourriture sur moins de terres, sauvant ainsi les forêts et permettant de réduire la température de la planète.

Il n'est donc pas surprenant que la FOLU se prononce en faveur de systèmes de certification volontaires et d'une production agricole plus efficace, basée sur les combustibles fossiles, comme principales solutions aux émissions climatiques du secteur alimentaire. Elle met également l'accent sur la réduction de la déforestation tropicale, et non sur l'élimination des combustibles fossiles du système alimentaire, et prévoit que ces mesures soient payées par les entreprises qui ont besoin de compensations carbone pour leurs engagements zéro émission nette, ce que la FOLU décrit comme « le modèle économique d'un avenir zéro émission nette, fondé sur la nature ».

Yara et Unilever sont depuis longtemps unis dans leur désir de maintenir et d'étendre la production industrielle de matières premières agricoles. Avant la FOLU, des entreprises avaient créé l'Alliance mondiale pour une agriculture intelligente face au climat, lancée en 2014. Cette alliance, dont les membres étaient à peu près les mêmes que ceux de la FOLU, a été un échec en termes d'action climatique, mais l'action climatique n'était pas vraiment son but. Elle a été conçue pour bloquer les efforts visant à promouvoir de vraies solutions comme l'agroécologie et la souveraineté alimentaire dans les forums internationaux traitant de l'alimentation, de l'agriculture et du climat.

La révolution climatique ne sera pas financée

Les entreprises ne vont tout simplement pas prendre des mesures qui gênent leurs profits et elles se battront contre tous les acteurs, qu'il s'agisse de gouvernements ou de communautés en première ligne, qui se dressent sur leur chemin. Elles ne changeront que lorsqu'elles y seront forcées. Les grandes entreprises ne feront pas et ne pourront pas faire partie de la solution.

Il est particulièrement important de garder ce point à l'esprit en ce qui concerne le secteur financier. Les sociétés financières comme BlackRock, et même les sociétés qui gèrent les fonds de pension, sont conçues pour financer les grandes entreprises. Si l'argent est laissé entre leurs mains, il ira toujours aux entreprises. Pour avoir accès à cet argent, les entreprises devront peut-être prendre des engagements zéro émission nette qui transformeront de vastes étendues de terre en « compensations naturelles », mais cela ne réduira pas les émissions et imposera un lourd fardeau à des communautés qui n'ont rien fait pour contribuer à la crise climatique. Il n'y a aucune victoire pour les gens ou pour le climat si une société financière se retrouve honteusement en situation de devoir transférer ses participations d'Exxon à Nestlé.

Les solutions doivent être développées et définies par les populations et non pas par des entreprises. En ce qui concerne l'alimentation et l'agriculture, des paysans et d'autres petits producteurs alimentaires ont déjà formulé une vision de la souveraineté alimentaire et des solutions à la crise climatique qui exclut complètement ces énormes entreprises. Il n'y a pas de place dans cette vision pour la Feuille de route de Nestlé ou les vaines promesses environnementales de BlackRock. Le grand défi consiste à reprendre le contrôle des fonds, des ressources et des gouvernements qui sont actuellement sous la mainmise des entreprises, afin d'enrayer les véritables causes de la crise climatique.

Nous devons affronter avec clarté et solidarité le tsunami croissant des soi-disant solutions « vertes » des entreprises. Les compensations doivent être entièrement rejetées, ainsi que tout système qui les

prend en considération, comme les « solutions fondées sur la nature ».

GRAIN

www.grain.org

Pour en savoir plus sur ce sujet, consultez la publication de GRAIN

[« Greenwashing des entreprises : le « zéro net » et les « solutions fondées sur la nature » sont des escroqueries meurtrières »](#)